

# L'heure de l'offensive de paix

Article initialement publié dans le « *Cadmus Journal* » le 31 juillet 2024

Auteur : [Donato Kiniger-Passigli](#)

« *Il n'exige ni gains ni pertes.* » – Bertrand Russell

## Avant-propos

« Cet article décrit une proposition de nouvelle initiative de l'AMAS (Académie Mondiale des Arts et des Sciences) présentée par l'auteur lors de l'Assemblée Générale de l'AMAS le 27 juin 2024. Il vise à générer un élan positif et concret pour la campagne mondiale HS4A (Human Security for All) de l'Académie sur la Sécurité Humaine Pour Tous. En ces temps précaires qui se détériorent rapidement, une offensive de paix pourrait être une contribution significative au prochain sommet de l'ONU du futur. À une époque marquée par l'escalade des conflits et l'enracinement des hostilités dans de multiples régions, la nécessité de stratégies de paix innovantes et solides n'a jamais été aussi urgente. Le concept d'une « offensive de paix », fondé sur la philosophie des concessions mutuelles et des initiatives stratégiques, offre une voie viable pour résoudre ces crises prolongées. Il repose sur le principe qu'il y a place pour l'initiative positive lorsque les parties au conflit reconnaissent la légitimité des initiatives réciproques de compromis. Cette stratégie fait appel à des gestes unilatéraux et symboliques pour encourager des actions réciproques en réponse. Il vise à transformer les dynamiques conflictuelles en relations de collaboration, même au milieu des conflits les plus enracinés. En s'appuyant sur des précédents historiques et des cadres stratégiques, cet article explore le potentiel de la réciprocité graduelle en matière de réduction des tensions (Graduated Reciprocation in Tension Reduction - GRIT) en tant que mécanisme de désescalade des hostilités. L'analyse des succès passés montre comment les concessions unilatérales peuvent servir de catalyseurs à un dialogue constructif et à la consolidation de la paix. Le paysage géopolitique actuel souligne l'urgence d'adopter une offensive de paix. Les crises humanitaires dans des régions comme Gaza, la Syrie et le Yémen mettent en évidence les conséquences destructrices d'une guerre soutenue et la nécessité d'efforts de paix immédiats et substantiels. La guerre prolongée en Ukraine présente des défis multidimensionnels qui exigent des solutions innovantes au-delà des engagements militaires, y compris des gestes diplomatiques potentiels tels que des garanties de sécurité multipartites, la démilitarisation et la coopération humanitaire. Une offensive de paix préconise des initiatives progressives et médiatisées qui réduisent la méfiance et favorisent l'engagement coopératif. La mise en œuvre de concessions unilatérales dans les premiers stades et d'autres mesures pratiques peut renforcer la confiance et jeter les bases de négociations de paix durables. Le moment est venu de mener une offensive de paix mondiale coordonnée qui transcende la gestion traditionnelle des conflits et englobe des efforts globaux et inclusifs visant à transformer les crises en opportunités pour une paix durable. Une telle offensive, étayée par des actions unilatérales stratégiques et un engagement à instaurer la confiance, peut briser le cycle de la violence et ouvrir la voie à un ordre international plus stable et plus coopératif. »

**Garry Jacobs Président et Directeur Général, Académie Mondiale des Arts et des Sciences**

## Résumé

*Dans un monde aux prises avec l'escalade des conflits et des hostilités profondément enracinés, le concept d'une offensive de paix apparaît comme une stratégie opportune et novatrice pour*

*favoriser la paix et la sécurité mondiales. Fondée sur les principes des concessions mutuelles et des initiatives stratégiques, l'offensive de paix préconise des actions progressives et rendues publiques visant à réduire la méfiance, à promouvoir la coopération et à ouvrir la voie à des négociations de paix durables. En s'appuyant sur des succès historiques et des cadres stratégiques tels que la réciprocité graduelle en matière de réduction des tensions (GRIT), l'article explore comment les concessions unilatérales peuvent servir de catalyseurs pour un dialogue significatif et des efforts de consolidation de la paix. À travers des exemples allant du Moyen-Orient à l'Europe, l'importance des actions unilatérales stratégiques, de l'établissement de la confiance et de la rupture du cycle de la violence est soulignée. Une offensive de paix mondiale coordonnée offre une approche transformatrice de la résolution des conflits, en mettant l'accent sur l'importance de créer des opportunités pour une paix durable grâce à des efforts innovants et inclusifs.*

## **1. Présentation**

La confiance ne se construit pas en un seul jour ; Elle naît de la compréhension mutuelle et des concessions réciproques. Donner une chance à la paix est dans l'intérêt de toutes les parties impliquées directement ou indirectement dans les conflits multi-échelles et multirégionaux actuels. Dans une situation fortement polarisée et enflammée, la recherche de la paix signifie investir dans la reconstruction de ponts fragiles et précaires avec les adversaires. Le principe doit être clair : donner une chance à la paix profite à toutes les parties à long terme.

Les pertes humaines et matérielles, les objectifs de guerre enracinés, les cibles insaisissables, les dépenses militaires excessives, les effets négatifs d'une économie de guerre et la diminution du soutien public sont parmi les principaux facteurs qui devraient motiver les dirigeants à envisager sérieusement toute négociation. La reconnaissance de la légitimité de l'adversaire, même en l'absence de reconnaissance formelle, est une condition préalable essentielle à un dialogue véritable, mais les adversaires l'ignorent souvent jusqu'à ce qu'ils soient contraints de s'engager.

Dans une crise prolongée qui coûte cher aux belligérants, sortir de l'impasse est un objectif commun à toutes les parties en conflit, d'autant plus que l'opinion publique influence de plus en plus les dirigeants mondiaux et appelle à la paix. De plus, les solutions négociées, même lorsqu'elles sont perçues comme des menaces pour la puissance, offrent une véritable voie à suivre lorsque le soutien interne à la guerre diminue et que les offensives militaires s'avèrent infructueuses.

L'énigme actuelle dans les affaires mondiales, caractérisée par des conflits armés incessants au Moyen-Orient et en Europe centrale, de nombreux conflits armés de faible intensité mais très destructeurs dans des lieux oubliés, et une crise globale profonde du multilatéralisme, exige une innovation radicale dans la politique et une approche alternative de la guerre. Une offensive de paix opportune, progressive et progressive pourrait être la réponse à portée de main.

**« La raison d'être d'une offensive de paix n'est pas aussi idéaliste ou irréaliste qu'il n'y paraît. »**

Dans le cadre d'une offensive de paix, les parties à un conflit offriront des concessions unilatérales, même symboliques mais crédibles, qui susciteront des ouvertures ultérieures et la réciprocité dans divers domaines. Par conséquent, l'adversaire va s'élever au niveau d'un interlocuteur, même si c'est indirectement, par le biais de la médiation. L'objectif de l'offensive

de paix est double : 1) sortir de l'impasse d'une confrontation sans fin grâce à une nouvelle stratégie ; 2) lancer une série de mesures de confiance qui peuvent transformer la crise et inverser la spirale de la guerre avec du temps et de la persévérance. Une telle offensive peut réussir si elle inclut des concessions unilatérales, en particulier dans ses phases initiales, et s'attaque véritablement aux sources légitimes d'insécurité et de mécontentement des deux côtés. Ces concessions devraient témoigner d'une attitude positive, visant une réciprocité ultérieure, même en l'absence de signes significatifs de réciprocité immédiate.

## **2. Offensive pour la paix – de la théorie à la pratique**

La raison d'être d'une offensive de paix n'est pas aussi idéaliste ou irréaliste qu'il n'y paraît. Rappelons que dans presque toutes les situations de conflit, aussi injustifiées soient-elles, il y a presque toujours un élément de grief sincère de part et d'autre qui cherche ou exige une reconnaissance et une réparation. L'agression actuelle de la Russie contre l'Ukraine semble totalement injustifiée aux yeux de l'Occident, mais l'unification et la sécurité croissantes de l'UE et de l'OTAN se sont faites sans tenir compte des sentiments d'insécurité de la Russie et des populations russophones des pays voisins. De même, la force croissante d'Israël et ses efforts pour parvenir à une paix durable avec les autres pays voisins de la région n'ont pas réussi à répondre à la méfiance et aux aspirations inassouvies de son importante population palestinienne. La reconnaissance unilatérale de ces faits peut ouvrir la porte à des efforts légitimes de compromis et de réconciliation menant à une paix durable, en particulier dans les cas où des spirales de plus en plus dangereuses d'escalade continue des conflits semblent être la seule alternative.

Des concessions stratégiquement planifiées et systématiques de la part d'une partie ont le potentiel de déclencher des changements de comportement qui déclenchent une chaîne d'événements positifs. Ce concept, introduit par Charles E. Osgood dans les années 1960, n'est pas nouveau dans le domaine des relations internationales. L'ancienne formule romaine du « do ut des » (« je donne pour que tu donnes ») incarne la notion d'une approche pragmatique basée sur des concessions, allant de la coopération à la pleine reconnaissance des droits de l'adversaire. Essentiellement, il s'agit d'un instrument stratégique visant à gagner la sympathie, sinon l'allégeance, de l'adversaire.

Des initiatives de paix bien structurées, échelonnées et bien médiatisées ont la capacité de libérer un potentiel important de consolidation de la paix. L'objectif principal d'une offensive de paix est d'instaurer la confiance en diminuant la méfiance et en déplaçant la spirale de la peur vers une spirale d'espoir. Comme Charles E. Osgood l'a proposé au plus fort de la course aux armements nucléaires<sup>†</sup>, favoriser la réciprocité de l'adversaire est l'objectif ultime, réduisant potentiellement l'inclination de l'adversaire à un renforcement militaire accru.

Le cadre d'Osgood de la « réciprocité graduelle en matière de réduction des tensions » (GRIT) fonctionne sur le principe de la transmission d'une véritable intention de désamorcer les conflits, en commençant par des concessions mineures, unilatérales et publiques accordées à l'autre partie. Ces premiers gestes de bonne volonté encouragent des actions réciproques, initiant un cycle de paix qui atténue les tensions. Si l'adversaire aggrave la situation, la capacité de réagir de manière proportionnée est conservée.

Il s'agit d'une réaffirmation d'une condamnation machiavélique et sans ambiguïté de l'exercice de la violence, pour une violence qui devient un handicap et qui est répugnante, sinon rapide, proportionnée à l'offense et avec une fin claire.

Des exemples historiques de GRIT, tels que les concessions nucléaires unilatérales du dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev à la fin des années 1980, qui ont trouvé un écho auprès du président américain Ronald Reagan, soulignent l'efficacité de telles stratégies diplomatiques. Un autre exemple historique est celui des accords de Camp David entre l'Égypte et Israël, qui montrent comment les efforts diplomatiques courageux et persistants du président Anouar el-Sadate pourraient aboutir à des percées significatives en matière de paix.

Les concessions unilatérales et les initiatives de paix ont joué un rôle central dans la résolution des conflits et la promotion du dialogue diplomatique dans diverses régions.

L'histoire regorge d'exemples de la théorie du « do ut des », tous basés sur un mouvement calculé pour surprendre l'ennemi, détourner l'attention du public et donner une chance à la paix :

À Chypre, des actions telles que la démilitarisation et l'ouverture de points de contrôle bloqués sur la Ligne verte ont donné la preuve de gestes unilatéraux de bonne volonté. La Colombie a connu des cessez-le-feu unilatéraux de la part des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) à différents moments des négociations de paix, mettant en évidence les engagements en faveur d'une résolution pacifique. La Libye a considéré des concessions unilatérales telles que des cessez-le-feu et un engagement dans le dialogue comme une manière de désamorcer les conflits. En particulier, le retrait unilatéral des troupes de la bande d'Aouzou, à la frontière tchadienne, en 1994 est largement considéré comme une mesure exemplaire du régime de Kadhafi pour apaiser les tensions régionales et rétablir la confiance après l'attentat à la bombe de la Pan-Am. En effet, le retrait de la bande d'Aouzou était un geste stratégique de Kadhafi, montrant une volonté de promouvoir des relations pacifiques à la suite d'une période de turbulences. Parmi d'autres différends territoriaux, l'Espagne et le Maroc se sont engagés dans des efforts diplomatiques et des mesures de confiance autour d'enclaves telles que Ceuta et Melilla, dans le but de surmonter les tensions et de renforcer les relations bilatérales. Ces quelques exemples soulignent l'importance des initiatives unilatérales pour instaurer la confiance, réduire les hostilités et créer des voies pour une résolution pacifique des conflits.

Avec le temps, il est devenu évident qu'une nouvelle offensive de paix est impérative dans de multiples zones de conflit simultanées où les hostilités armées persistent sans contrôle. Les efforts coordonnés et stratégiques visant à construire une paix durable sont dans l'intérêt collectif de toutes les parties prenantes concernées, offrant une voie de sortie du cycle destructeur et favorisant un avenir meilleur pour tous.

### **3. Un monde en ébullition : perspectives des initiatives de paix**

Le Moyen-Orient, une région longtemps en proie aux conflits et aux souffrances, a le potentiel de bénéficier grandement d'une initiative de paix renouvelée. Les conflits prolongés en Syrie, au Yémen et la récente guerre entre l'armée israélienne et le Hamas ont entraîné un nombre croissant de victimes civiles et des destructions généralisées, entraînant des crises humanitaires sans précédent. Un effort de paix structuré qui implique des concessions unilatérales et des mesures de confiance pourrait jeter les bases de solutions durables. En mettant l'accent sur la coopération économique, les échanges sociaux, l'aide humanitaire et la compréhension

culturelle, cette initiative de paix pourrait s'attaquer aux causes profondes des conflits et favoriser une nouvelle ère de stabilité et de prospérité au Moyen-Orient.

*« En tant qu'individus et en tant que nations, il existe un besoin collectif de renforcer notre rôle dans les relations internationales. »*

D'autre part, le conflit en cours en Ukraine représente l'une des confrontations mondiales les plus périlleuses, impliquant des capacités nucléaires et des affrontements directs potentiels entre l'OTAN et la Russie. Ce qui a commencé comme une invasion rapide s'est maintenant transformé en une guerre d'usure prolongée. Il y a des indications que la Russie et l'Ukraine pourraient être ouvertes à des propositions axées non seulement sur un cessez-le-feu temporaire, mais aussi sur l'instauration d'une paix durable. La nature du conflit a évolué et le langage de ses dirigeants s'est adapté en conséquence. Malgré cela, les objectifs fondamentaux semblent s'aligner sur ceux initialement définis en mars-avril 2022, lorsque le conflit a éclaté.

Actuellement, la Russie contrôle une partie importante du territoire ukrainien (environ 20 %) et a déployé une présence militaire considérable (à l'origine 180 000 soldats, aujourd'hui plus de 500 000 soldats sur le terrain). Malgré les revers initiaux, l'économie russe a rebondi grâce aux efforts de guerre qui ont revitalisé ses industries militaires et connexes. Cependant, le sentiment d'isolement ressenti par les Russes, résultant de la rupture des liens avec l'Europe et les États-Unis, ne peut pas être facilement compensé par des alliances avec la Chine et un soutien tiède des pays BRICS. Même la conquête totale de l'Ukraine ne résoudrait pas non plus le sentiment d'insécurité sous-jacent de la Russie.

Du côté ukrainien, bien qu'ils aient réussi à tenir leurs positions défensives, ils ont perdu beaucoup de terrain dans la région du Donbass et sont incapables de reprendre militairement la Crimée. Par conséquent, une population de 16 millions d'Ukrainiens réside désormais dans des territoires contrôlés par la Russie. Les pays de l'OTAN continuent de soutenir dans une large mesure les objectifs du président Zelensky, la Première ministre italienne Giorgia Meloni se faisant l'écho d'un sentiment partagé par les pays alliés, soulignant lors du récent sommet de Lucerne que « la paix n'est pas synonyme de capitulation ». Néanmoins, les objectifs de Zelensky de récupérer les frontières de 1991 et la Crimée sont irréalisables, même avec une augmentation des livraisons d'armes de l'OTAN. À plusieurs reprises, les dirigeants ukrainiens ont exprimé leur volonté de reprendre les pourparlers directs avec la Russie.

Toutefois, des négociations directes ne devraient être envisagées et poursuivies que si les options militaires ne prévalent pas. Dans ce contexte, une initiative de paix, stratégiquement conçue pour avoir un impact aussi important qu'une campagne militaire, pourrait jouer un rôle crucial dans la désescalade des tensions et la proposition de solutions sans recourir à un conflit armé. Les efforts initiaux des deux côtés peuvent être considérés comme de la simple propagande, mais à mesure que l'initiative de paix prend de l'ampleur grâce à un dévouement inébranlable, même les opposants les plus farouches devront reconnaître ses avantages potentiels.

Imaginons qu'à partir du 1er octobre, l'armée d'occupation israélienne donne un accès sans entrave à l'aide humanitaire à Gaza ; que d'ici le 1er octobre, l'eau et l'électricité soient rétablies dans tous les territoires occupés de Gaza.

Imaginons qu'Israël annonce que d'ici le 1er novembre, à la fin de sa campagne militaire, Israël offre des services médicaux gratuits et un soutien technique dans divers domaines aux Palestiniens dans leur effort de récupération et de reconstruction.

*« Les défis actuels auxquels le multilatéralisme est confronté découlent d'une crise de confiance, tant entre les nations qu'entre les peuples, à l'égard de leurs dirigeants et des institutions internationales. Ce manque de confiance s'étend aux normes internationales et à leur application, souvent alimenté par le sentiment qu'il y a deux poids, deux mesures dans l'application du droit international. »*

En parallèle, l'Égypte et Israël pourraient être le fer de lance d'une initiative visant à créer une zone de libre-échange au Moyen-Orient. La gestion de l'eau et les technologies de dessalement pourraient être renforcées en même temps que l'approvisionnement en gaz au niveau sous-régional. Le transfert de technologie et la diffusion de l'innovation pour promouvoir les objectifs de développement durable, tels que les énergies renouvelables et la productivité agricole, profiteraient à tous les pays concernés.

Sur l'autre front chaud, supposons que la Russie déclare que d'ici le 1er septembre, ses troupes évacueront la centrale nucléaire de Zaporijjia, en raison des inquiétudes internationales concernant d'éventuels accidents nucléaires.

Supposons que l'Ukraine déclare unilatéralement qu'à partir du 1er octobre, ses objectifs militaires excluront les frappes sur le sol russe.

Considérons que les échanges de coopération scientifique et éducative entre tous les belligérants reprennent, à titre de mesure de réciprocité, d'ici le 1er décembre.

En outre, afin de réduire les menaces mondiales immédiates et de favoriser la coopération internationale, nous pourrions envisager la mise en œuvre d'initiatives clés progressives au niveau mondial. Il s'agirait notamment de mettre fin à la prolifération nucléaire et à la production d'armes pour revenir aux niveaux d'avant 2020, de renouveler les engagements envers les traités existants tels que le Traité de non-prolifération (TNP) et le nouvel accord START, et de créer de nouveaux forums pour le dialogue sur le désarmement.

Offrir à la Russie l'assurance d'une Ukraine militairement neutre et inviter l'Ukraine à rejoindre l'Union européenne renforcerait la confiance et la stabilité dans la région. La démilitarisation de la région du Donbass par un retrait progressif des forces armées supervisé par des observateurs internationaux peut promouvoir la paix.

L'assouplissement des sanctions économiques contre la Russie pourrait faciliter un dialogue constructif fondé sur des actions vérifiées. Proposer des garanties de sécurité permanentes entre la Russie et l'Occident par le biais d'un nouveau traité international mettant l'accent sur la collaboration sur les défis de sécurité communs peut désamorcer davantage les tensions.

La Russie, quant à elle, pourrait prendre des mesures rapides pour mettre fin à l'ingérence politique numérique et à la campagne de désinformation actuelle avec l'apparition de fausses nouvelles dans les médias occidentaux. En parallèle, l'ONU pourrait promouvoir l'établissement d'un accord international sur la cybersécurité pour prévenir les campagnes de piratage et de désinformation parrainées par un État, comme une étape cruciale pour la stabilité mondiale.

Soyons clairs. La liste de souhaits ci-dessus, parmi beaucoup d'autres, n'est qu'une hypothèse que certains peuvent considérer comme utopique. Mais cela pourrait aussi représenter une série d'événements capables de déclencher une offensive de paix à grande échelle.

L'implication collective des nations et des individus à l'échelle mondiale peut entraîner des changements substantiels en participant activement aux initiatives de paix et en les soutenant. Diverses parties prenantes pourraient collaborer pour façonner ensemble un avenir pacifique.

#### **4. Transformation des conflits et sécurité humaine**

En effet, l'approche conventionnelle de la gestion des conflits ne tient pas suffisamment compte de la complexité des défis contemporains. La récente recrudescence des conflits armés, parallèlement à l'émergence d'un nouveau monde multipolaire, souligne la nature complexe et multiforme des relations multilatérales modernes.

En tant qu'individus et en tant que nations, il existe un besoin collectif de renforcer notre rôle dans les relations internationales. L'essence du multilatéralisme d'aujourd'hui remonte à des événements historiques tels que le Traité de Versailles d'il y a plus de 105 ans, qui étaient enracinés dans les principes de l'accord de Westphalie de 1648. Au début du XVII<sup>e</sup> siècle, les États ont reconnu l'importance de gérer leurs relations de manière multilatérale. Le multilatéralisme, en termes pratiques, signifie la coopération internationale. À la base, il incarne le principe du soutien mutuel entre les nations, créant des règles du jeu équitables dans les interactions politiques où tous les acteurs sont égaux.

Cependant, les défis actuels auxquels le multilatéralisme est confronté découlent d'une crise de confiance, tant entre les nations qu'entre les peuples, à l'égard de leurs dirigeants et des institutions internationales. Ce manque de confiance s'étend aux normes internationales et à leur application, souvent alimenté par le sentiment qu'il y a deux poids, deux mesures dans l'application du droit international. La perte de confiance n'est pas seulement attribuée à l'inefficacité des institutions de sécurité mondiale comme le Conseil de sécurité de l'ONU, mais aussi à l'incapacité à faire respecter les principes fondamentaux du droit international. Le respect du droit international constitue le fondement du multilatéralisme ; Sans lui, naviguer dans des scénarios complexes devient de plus en plus ardu.

La nature évolutive des crises transcende les facteurs internes et externes de chaque pays, perpétuant des situations insolubles. Pour relever de tels défis, il faut des efforts coordonnés plutôt que des initiatives isolées. Les mégatendances émergentes, telles que le passage d'une dynamique mondiale bipolaire à une dynamique mondiale multipolaire, le changement climatique, les questions migratoires et les défis liés au côté obscur de l'intelligence artificielle et de la désinformation, compliquent encore le paysage mondial.

Pour s'adapter à ces circonstances transformées, il faut s'écarter des méthodes et des réglementations traditionnelles qui remontent aux décennies précédentes. La dynamique a considérablement changé, exigeant une réévaluation des compétences et des approches pour naviguer dans ces scénarios complexes.

Donner la priorité à la prévention et à la désescalade des tensions devient crucial compte tenu des nombreux points chauds dans le monde. Investir dans le bien-être de la société et veiller à ce que les besoins des communautés soient entendus sont des éléments essentiels pour tracer

un avenir positif dans un contexte de menaces répandues telles que le changement climatique et la prolifération incontrôlée des armes.

Il est impératif de réorganiser le multilatéralisme pour relever les défis contemporains. Malgré les insuffisances et les revers, la coopération mondiale reste essentielle en temps de crise. Rétablir la confiance, réinventer le dialogue et reconfigurer le paysage mondial fracturé sont des éléments clés pour favoriser des relations internationales positives et préserver la sécurité humaine. Le prochain Sommet de l'avenir à New York offre l'occasion de redynamiser ces efforts et de réaffirmer les engagements en faveur d'un avenir durable et sûr pour tous.

Lorsque l'on discute de la sécurité humaine, il est crucial de reconnaître l'importance de prendre en compte les questions qui touchent directement les personnes et les communautés en termes d'aspirations et de sécurité. Cela englobe diverses dimensions telles que la sécurité économique, la sécurité sanitaire, la sécurité politique, la sécurité alimentaire, la sécurité environnementale et la sécurité personnelle. À l'ère technologique d'aujourd'hui, ces sept composantes de la sécurité, auxquelles la technologie a été ajoutée, soulignent l'importance de comprendre les interdépendances et de s'attaquer aux causes profondes des crises contemporaines.

Le concept de sécurité humaine, qui a émergé dans les années 1990 grâce à des initiatives telles que le Rapport sur le développement humain du PNUD, trouve son origine dans des appels antérieurs en faveur d'une approche intégrée pour s'attaquer aux causes profondes des conflits. Lancé par des personnalités telles que Boutros Boutros-Ghali<sup>†</sup>, l'ancien Secrétaire Général des Nations Unies, cette approche vise à lutter contre des problèmes tels que la détresse économique, les inégalités sociales et la répression politique. L'utilisation de la sécurité humaine comme outil de rajeunissement du multilatéralisme est cruciale pour promouvoir la coopération et la stabilité mondiales.

Des pays comme le Costa Rica, le Canada, la Norvège, la Suisse, le Japon, le Mexique, la Colombie, le Nigeria, le Chili, le Cap-Vert et l'Italie ont défendu les principes de la sécurité humaine. Leur engagement, parmi d'autres pays, reflète un changement mondial plus large vers la priorité des intérêts des peuples au sein du système multipolaire émergent. Il sera essentiel d'intensifier les efforts dans le nouveau cadre multilatéral tout en préservant des stratégies efficaces pour apaiser les tensions, telles que les méthodes de règlement des différends dans le Pacifique décrites dans la Charte des Nations Unies et l'invocation de mesures en vertu des chapitres 6 et 7 de la Charte des Nations Unies, pour maintenir la paix et promouvoir le règlement diplomatique des conflits.

Ces efforts reposent sur le concept de pérennisation de la paix, qui met l'accent sur l'encouragement des mouvements de paix naissants et sur l'autonomisation des acteurs locaux pour façonner les processus de paix. Cette approche de terrain, soutenue par des initiatives de paix durables, reconnaît l'importance de la participation de la base et des solutions autochtones aux conflits. L'adoption de cette approche signifie une rupture par rapport aux interventions descendantes et encourage l'appropriation locale des efforts de consolidation de la paix.

Pour réorganiser le système multilatéral afin de relever les défis contemporains, il faudra aligner les attentes sur les capacités opérationnelles et garantir le respect des principes du droit international.

Le prochain Sommet de l'ONU sur le futur qui se tiendra à l'automne (22-23 septembre 2024) à New York examinera des solutions multilatérales pour un avenir meilleur. Ce sera aussi

l'occasion de réaffirmer les engagements envers le droit international, les principes des droits de l'homme et la paix internationale. Le respect de ces principes est essentiel au bon fonctionnement du système multilatéral et à la promotion de la paix et de la stabilité dans le monde.

Le temps d'une offensive de paix mondiale est venu.

---

\* Une version abrégée de cet article publié dans Voce of New York : [A Radical Innovation in Policy : Time for a Peace Offensive – La Voce di New York](#)

† Charles E. Osgood, « Initiative réciproque », The Liberal Papers, N.Y Anchor Books, 1962

‡ Boutros Boutros-Ghali. (1995). « Un programme pour la paix 1995 : diplomatie préventive, rétablissement et maintien de la paix ». Organisation des Nations unies. [Archives de l'ONU](#).

*À propos de l'auteur (s)*



[Donato Kiniger-Passigli Vice-président](#)  
, Académie mondiale des arts et des sciences